

Écoles, collèges et lycées : les enseignants en grève contre les suppressions de poste

QUEST-FRANCE.FR | lundi 12 novembre 2018
691 mots | -



Dictée dans une classe de CE1-CE2 à l'école primaire Jean-Goueslard à Fleury sur Orne. Photo d'illustration. -
Crédit: STEPHANE GEUFROI - OUEST FRANCE

L'ensemble des syndicats enseignants appellent à la grève ce lundi 12 novembre pour dénoncer les suppressions de poste au sein de l'Éducation nationale. À Paris, un cortège de manifestants s'élancera à 14 h pour rallier le ministère.

La journée de classe devrait être perturbée aujourd'hui dans les écoles, collèges et lycées : un appel à la grève contre les suppressions de postes a été lancé par tous les syndicats représentant l'ensemble des personnels de l'Éducation nationale, une première depuis 2011.

Des manifestations sont prévues dans les grandes villes. La grève devrait être très suivie en Bretagne. À Paris, un cortège s'élancera à 14 h pour rallier le ministère. Le budget 2019, dont le volet Éducation nationale sera discuté en plénière mardi à l'Assemblée nationale, prévoit de supprimer 2 650 postes dans les collèges et lycées publics, 550 dans le privé, 400 dans l'administration. Quelque 1 800 postes seront créés au primaire, en vertu de « la priorité au primaire » voulue par le ministre de l'Éducation Jean-Michel Blanquer.

Les syndicats des fédérations FSU, CFDT et Unsa, dans le primaire (écoles maternelles et élémentaires) et le secondaire (collèges et lycées) ont appelé à la grève, dans le public et le privé, pour réclamer l'annulation de ces suppressions de postes.

Les organisations syndicales rassemblées

Les syndicats Éducation nationale d'autres fédérations (CGT, Sud, FO) ont eux aussi lancé un appel à la grève, contre les suppressions de postes mais aussi contre la réforme de l'enseignement professionnel, la réforme du lycée et plus largement contre « la casse du statut général de la fonction publique ». Enfin, le syndicat Snalc s'est associé, lui, aux deux plateformes.

« Ce sont deux appels distincts mais au final, tous les syndicats appellent à la grève », avec comme dénominateur commun l'opposition à la suppression de postes dans l'Éducation nationale, résume à l'AFP Catherine Nave-Bekhti, secrétaire générale du Sgen-CFDT.

Selon Stéphane Crochet, à la tête du SE-Unsa, c'est la première fois depuis 2011 qu'un appel à la grève sur une thématique éducation rassemble toutes les organisations syndicales, de la maternelle au lycée, dans le public et dans le privé.

En 2011, les enseignants s'étaient mobilisés contre une réforme des carrières et de l'évaluation des professeurs, mesure qui avait ensuite été supprimée après la victoire de François Hollande à la présidentielle.

Les personnels « ne comprennent pas » les réductions d'effectifs dans le secondaire, au regard de la poussée démographique attendue en collège et lycée, souligne Catherine Nave-Bekhti. L'agence des statistiques du ministère de l'Éducation, la Depp, prévoit une hausse de 40 000 élèves à chaque rentrée entre 2019 et 2021.

Renforcer les équipes pédagogiques

Et ces suppressions annoncées passent d'autant moins après le mouvement #PasDeVague suscité par le braquage, avec une arme factice, d'une enseignante par un lycéen, au sein d'un établissement de Créteil en octobre, ajoute Frédérique Rolet, secrétaire générale du Snes-FSU, premier syndicat dans le secondaire.

Les témoignages d'enseignants, publiés sur les réseaux sociaux avec le mot-clé #PasDeVague, vont dans le sens d'un renforcement des équipes pédagogiques (enseignants, conseillers principaux d'éducation, mais aussi psychologues, médecins, infirmiers de l'Éducation nationale), et non d'un affaiblissement, avance-t-elle.

Enfin, le nombre des suppressions de postes peut paraître faible par rapport à la totalité des

agents de l'Éducation nationale (environ un million), mais les syndicats s'attendent à ce qu'elles soient suivies d'autres réductions d'effectifs.

Emmanuel Macron a indiqué vouloir supprimer 50 000 postes dans la fonction publique d'État d'ici 2022. L'Éducation nationale, qui représente la moitié des effectifs de cette branche de la fonction publique, risque d'être largement mise à contribution, souligne Frédérique Rolet.

Le Snuipp-FSU, premier syndicat dans le primaire, qui a lui aussi appelé à la grève, s'agace d'« une pseudo-priorité » donnée au primaire, affirmant que les postes créés sont loin de couvrir les besoins nés du dédoublement des classes de CP et CE1 en zone d'éducation prioritaire.

Plus généralement, le syndicat critique la politique de Jean-Michel Blanquer, qui donne « le tournis » et crée « une école de la défiance », à l'encontre de « l'école de la confiance » voulue par le ministre.